

1962 : Réponse à Christian-Bernard Vidal, qui m'accuse de discréditer l'armée française



Avec la guerre d'Algérie, c'est un peu comme avec Jésus. Il y a ceux qui y croient et ceux qui n'y croient pas. Il y a ceux qui ont écrit ce qu'ils ont vécu et ceux qui réfutent cette vérité parce qu'ils ont lu des livres qui disaient le contraire.

La guerre des mémoires persistera.

Cette fois, c'est mon soutien au général Pierre de Villiers, dans mon article « Mon général, nous sommes tous avec vous ! » qui me vaut l'indignation d'un appelé du contingent. Parce que, commentant une phrase entendue sur le plateau de BFM, j'ai écrit :

« Oui. Nos militaires ne supportent pas la trahison. Et il s'avère que, comme en 1961, les présidents en exercice les ont trahis. »

Et il tremble de rage, mon détracteur, il est outré. A Riposte laïque qui lui propose, courtoisement, d'envoyer sa version de

l'histoire qui sera publiée sur le site, il écrit :

« (...) l'article de Danièle Lopez dont un passage jette le discrédit sur l'armée Française restée fidèle à la France et notamment sur les événements d'Algérie (...) Faire allusion à 1961 et donc au Général De Gaulle et le citant comme traître à l'armée relève de la diffamation et de l'insulte publique par voie de presse (...) L'allusion à peine voilée aux événements d'Alger et à la trahison présumée du Général De Gaulle doit être modifiée ou supprimée. (Il est inconcevable et diffamatoire de faire un amalgame avec les déboires de Pierre De Villiers et le putsch d'Alger) »

Je suis coupable ! J'ai osé ! L'ire de ce vétéran qui tremble encore d'être tombé dans une embuscade tendue par les terroristes, en 1963, se traduit par ces mots dans un premier mail qu'il a envoyé à la rédaction.

« L'article de Danièle Lopez a comme un relent d'extrême droite et d'OAS (ce sont Guy Mollet « SFI0 » et François Mitterrand qui sont responsables de la guerre d'Algérie.

Honte à Danièle Lopez et à Riposte Laïque et à BFM TV qui remuent le couteau dans la plaie, tout en ignorant la douleur des parents de militaires (jeunes appelés du contingent, qui n'en voulaient pas de cette guerre coloniale) n'oubliez pas que l'Algérie avait été annexée par la force par la France avide de gloriole et de conquête... Contrairement à ce qui se dit, le Général De Gaulle n'a pas trahi l'armée, c'est un quarteron de Généraux qui n'admettait pas que l'Algérie puisse devenir indépendante et n'admettait pas que des Algériens agissent comme l'ont fait les Français en 1914/1918 et de 1940/1945 en chassant l'envahisseur Allemand... »

Selon lui, nous réécrivons l'histoire à notre convenance. Et, comme en plus de nous l'avoir écrit, il l'a publié sur ce site (son site ?).

Je me fais donc un devoir, pour rétablir notre honneur dans la

vérité et avec l'accord de la rédaction, de répondre aux accusations de ce triste sire qui méprise les pieds noirs, l'OAS, le Front national, Riposte Laïque et nous le dit.

La rébellion a commencé fin 1954. René Coty est président de la République. Ses premiers ministres vont défiler comme des comètes. Mendes-France, Faure, Guy Mollet, Bourguès-Maunoury et Félix Gaillard.

De 1954 à 1958, pas un gouvernement ne résiste longtemps à la recherche d'une solution pour mater la rébellion en Algérie. Le spectre de la débâcle, en Indochine, est encore trop vivant.

De Gaulle, depuis la mise en sommeil de son parti RPF, ronge son frein à Colombey et désespère de revenir aux affaires avec son braintrust de la rue de Solférino.

Soudain, en Août 1955, survient le massacre d'El Hallia. La rébellion qui s'essoufflait (déjà), passe la vitesse supérieure. Le FLN s'en prend massivement aux civils derrière Zighoud Youcef.

De Gaulle comprend très vite qu'il a enfin une chance de revenir au pouvoir mais, pour cela, il faut que le FLN tienne dans sa rébellion et que les négociations que mène le Pouvoir légitime, à Tunis en particulier, échouent.

De Gaulle passe donc par Rabat, fin 1955, où il rencontre le Sultan qui vient d'être remis sur le trône et lui demande de transmettre, au FLN, cette consigne, cet espoir : «Tenez, jusqu'à ce que je revienne ! ».

En temps de guerre, cela s'appelle de la haute trahison, Christian-Bernard Vidal, le savez-vous ?

Et, bien entendu, de Gaulle entretiendra cette dualité jusqu'en 58.

Pendant que sa cellule gaulliste à Alger excitait l'Armée et

les Pieds-Noirs – on se souvient de son féal Debré et son Courrier de la colère dans lequel il qualifiait Mollet, Gaillard ou Laniel de traîtres, bradeurs et autres insultes à chaque édito – les incitant à la révolte légitime, de Gaulle négociait, en secret, avec le FLN par l'entremise de Masmoudi et Bourghiba à Genève et à Tunis.

Car il fallait, à tout prix, empêcher le FLN de traiter avec le pouvoir actuel français. Si un accord intervenait, la rébellion aurait pris fin et, la paix revenue, il aurait manqué son rendez-vous avec le pouvoir.

Alors, papy Vidal ? Toujours persuadé que de Gaulle n'a pas trahi l'armée ? Non ? Je continue !

Puisque vous reconnaissez que la guerre d'Algérie a duré jusqu'en 1963, expliquez-nous pourquoi le général de Gaulle, alors président de la RF, n'a pas voulu faire respecter les accords qu'il avait lui-même pondus et que le FLN n'a jamais voulu signer ?

Parce que dans ces accords, devait être créée une ALN dans laquelle les troupes françaises et algériennes seraient associées. Elle deviendrait la force de transition qui devait faire régner l'ordre en Algérie.

Or, dès la signature des accords, de Gaulle a mis un frein à l'incorporation des troupes françaises dans cette ALN et il a fait retirer, quelques jours après, les troupes qui y étaient déjà intégrées.

Je vous rappelle que nous sommes au lendemain du 18 mars 1962 et que l'Algérie est encore française.

Cependant, à compter de cette date, seule l'ALN algéro-algérienne régnait en maître dans le pays !

De Gaulle avait bien calculé son plan et il le mettait à exécution.

Il n'existe plus, alors, aucune garantie pour les Français et musulmans partisans de la France, comme stipulé dans les accords. Pire, encore, il les fait livrer aux égorgés par ses militaires gaullistes inconditionnels. En faisiez-vous partie, soldat Vidal ?

Comme pour des milliers de civils, de nombreux militaires furent égorgés, tués, kidnappés par les terroristes pendant cette période pré-indépendance sans qu'il ne lève le petit doigt pour les libérer ou retrouver leurs corps afin de les remettre aux familles.

Or, si un président pouvait se payer le luxe de ne rien faire, pour des raisons politiques ou diplomatiques, jamais un « général » de l'armée française qui se respecte n'aurait dû laisser ses hommes, morts ou vifs, aux mains de l'ennemi.

C'est, pourtant ce que de Gaulle a fait.

Parce qu'il était toujours aux commandes de la France, il savait pertinemment que de nombreux Français, militaires et civils étaient prisonniers dans des camps de travail, des bordels et autres geôles algériennes. Il avait eu, aussi, connaissance des charniers comme ceux du Petit Lac, à Oran.

La Croix Rouge Internationale en avait fait état. La lettre du Sous-préfet d'Akbou lui décrivant les massacres honteux des harkis et autres supplétifs musulmans en est une preuve.

De Gaulle, prévenu, sait !

Un jour de Conseil, certains de ses Ministres lui décrivent ces horreurs. Il répond : « Ne cherchez pas à m'attendrir ! ».

Et il a fait pire. Il donnera l'ordre de refouler les harkis de l'armée française ramenés clandestinement par des officiers encore fidèles à la parole donnée. Ces pauvres malheureux qui avaient choisi de défendre la France se virent ramenés au pays. Et ceux qui ne se sont pas jetés à la mer, sont égorgés

sur les quais de Philipeville, par les Algériens, sous les yeux de l'Armée française.

Et, je vous le rappelle, à ce jour, l'Algérie, c'est encore la France.

Voilà donc, encore, une violation des « accords d'Evian » par de Gaulle, car la France devait assurer l'ordre en Algérie jusqu'à l'élection d'un Pouvoir algérien élu « légal », par le peuple.

Il était égocentrique et inhumain. Il éprouvait une joie sadique de voir « souffrir » ceux à qui il devait son retour. Parce que c'est grâce à « ce quarteron de généraux » que vous dénoncez avec tant de mépris, qu'il est revenu aux affaires, après leur appel du 13 mai 1958.

C'est, aussi, quelques jours plus tard, en juin 58, qu'il ponctuait son discours à Mostaganem par « Vive l'Algérie française ». Ou, encore, « La France de Dunkerque à Tamanrasset ». Et, surtout sa réponse à Bigeard : « Moi vivant, Bigeard, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur Alger... »

Alors, oui, ne vous en déplaise, de Gaulle a trahi l'Armée.

Il a trahi l'Armée de France et il a escroqué les Français d'Algérie en leur vantant, comme un vulgaire vendeur de tapis, sa politique algérienne qu'il savait totalement à l'opposé de ce qu'il leur promettait.

Et là, je dois revenir sur le premier mail que vous signez : « un ancien d'Algérie » :

« Le massacre d'Oran en juillet 1962 est le résultat d'un piège tendu par les membres des commandos Delta sous le commandement de l'OAS qui avait lancé une campagne de rébellion ouverte contre le gouvernement Français, (ce sont des unités venues du Sahara qui ont mis fin à la rébellion de

l'OAS... Faut-il rappeler que les Français étaient très peu nombreux en Algérie, le plus gros contingent des colons était formé majoritairement par des immigrés ou réfugiés d'origine Espagnole, faut-il rappeler que la guerre d'Algérie n'a pas pris fin un certain 19 mars 1962, mais a duré jusqu'en juillet 1963, j'ai transporté moi-même sur le plateau de mon camion la dépouille mortelle d'un militaire tué sur la route qui aurait dû le mener vivant à son affectation de Béni Abbés (Sahara). C'est à Béni Abbés que j'ai échappé à la mort, très peu de temps après avoir transporté le corps de ce pauvre malheureux qui ne demandait qu'une chose (vivre). »

Quel mépris pour ces Français de cœur et par le sang versé !

Est-ce la peur que vous entretenez d'avoir failli mourir par les terroristes qui vous fait réagir de la sorte ?

Vous êtes toujours en colère, 55 ans plus tard, contre cette France qui vous a envoyé vous battre là-bas pour ces « colons » vindicatifs et haineux, même pas français, « ramassis » d'origine immigrée ou réfugiés espagnols, maltais ou italiens, n'est-ce pas ?

(Aparté. J'appartiens à la lignée des Vidal de Cartagena en Andalousie. Vous devriez revoir votre généalogie, Monsieur Vidal.)

Mais c'est à de Gaulle que vous devriez en vouloir. Parce que, à la date que vous mentionnez, c'était, toujours, votre général qui dirigeait la France et qui était « le chef des Armées ».

De Gaulle est resté sourd à tous les appels au secours de l'Armée et des civils, après le 18 mars 1962. Même le vôtre ! C'était devenu l'affaire des Algériens et plus celle de la France... Sauf, sa bombinette !

Eh oui ! Parler du Sahara où vous étiez en mission, sans parler de son laboratoire secret pour finaliser sa bombe

atomique et autres gourmandises bactériennes – qu'il a laissées aux algériens qui s'en sont servis encore contre la population – n'est pas très honnête de votre part.

Parce que, pendant toute cette période qui a largement dépassé l'indépendance et bien après 1963, les militaires français du contingent affectés sur cette zone, ont été eux-mêmes exposés à ces radiations et aux bactéries.

Ainsi, saviez-vous que son ministre et porte-parole de la première heure dans ses tractations avec les terroristes du FLN, Palewski, est mort par irradiation après avoir été présent sur zone. Messmer, lui, ne s'en est tiré qu'en fuyant comme un rat, abandonnant tous les autres, devant le nuage atomique lors d'un tir d'essai. Quid de tous les militaires présents, eux aussi ? La grande muette n'a jamais rien dit, n'est-ce pas ?

Alors, Christian-Bernard Vidal, toujours aussi glorieux, votre général ?

Je finirai par votre fumeuse théorie de la tuerie d'Oran, le 5 juillet 1962, selon laquelle vos amis algériens ne sont pour rien dans le déclenchement de ce massacre mais qu'il incombe à « de présumés commandos Deltas OAS », encore présents à Oran. Vous ne connaissez pas grand-chose à la guerre d'Algérie et encore bien moins à cette partie de notre résistance. Laissez-moi vous la raconter succinctement.

Alors que, dès le 19 mars 1962, les égorgements et les kidnappings de Français européens se multiplient, que les ports et les aéroports sont pris d'assaut par les populations européennes qui fuient devant le refus de De Gaulle de les protéger des barbares sanguinaires, Jean-Jacques Susini, un des chefs OAS, prend l'initiative, sans consultation (!!!) de négocier avec Farès et Mostefaï, chefs du FLN, la reconnaissance de l'OAS « représentant des Européens d'Algérie ».

Ben Bella, chef du FLN et futur président algérien, refusera catégoriquement. Il avouera, plus tard, « qu'il était inacceptable que les européens restent sur le sol algérien ». Ils devaient tous partir, quel que soit le mode de pression qui serait utilisé pour ce faire.

Le commandement OAS demande, le 19 juin 1962, à tous les commandos en Algérie de cesser les combats.

Après Susini, Salan ! C'en est trop pour les résistants OAS qui ressentent cet appel comme une haute trahison. Collaborer avec l'ennemi après 8 années de combats meurtriers est la pire insulte que l'on peut faire à un soldat en guerre.

L'OAS Oran refuse de se plier à la décision d'Alger.

Oran, ville majoritairement européenne comme l'est la ville de Nice, devient alors le champ de bataille de l'OAS contre la garde mobile et la CRS de De Gaulle. Mais, jamais, contre le contingent ! Jamais l'OAS n'a attaqué ni menacé le contingent.

Et elle leur donne du fil à retordre, cette OAS, croyez-moi ! Ils ont été très valeureux, ces résistants. Et Katz en mange son chapeau, lui qui reçoit ses ordres du seul de Gaulle !

Et de Gaulle veut qu'on meure. Parce que, si Benbella ne nous veut plus sur le sol algérien, de Gaulle ne veut pas plus de ces Européens, en France. Qu'ils restent en Algérie. Tant pis pour les dommages collatéraux, civils, pas civils, tous doivent disparaître pour ne pas contrarier sa politique d'abandon aux terroristes algériens avec lesquels il s'est arrangé depuis très longtemps.

Oran, Terre brûlée devient le credo de l'OAS-Oran que font leur tous les Oranais, sans exception.

Et tous étaient prêts à aller jusqu'au bout de leur résolution.

Sauf que... De Gaulle est pressé par le temps et par les

engagements qui le lient avec le FLN – ceux de la pire faction : les Colonels d'Oudjda et Ben Bella.

Il doit déclarer l'indépendance du pays, au plus tard après le référendum du 1er juillet.

Entre temps, l'OAS Oran a entamé des négociations avec les envoyés « officieux » du gouvernement, dont le général Katz. Il exige l'entière protection des Européens par l'armée française, en ville et sur les routes. La liberté de partir du pays sans qu'il soit procédé à des arrestations arbitraires comme en a pris l'habitude la garde mobile, livrant les « prisonniers civils » aux cellules FLN d'Oran.

Mais ces négociations sont rompues le 23 juin quand l'OAS Oran apprend qu'il s'agit d'une « embuscade » à grande échelle qui est tendue contre elle et tous les Européens qui n'obtiendront jamais la protection de l'armée de France.

D'ailleurs, le général Gardy, chef OAS de la région, confirmera aux Oranais que la lutte continue mais que leur sécurité ne sera pas assurée par l'armée française et que les pires atrocités sont à redouter.

A ce stade, il ne reste plus qu'une toute petite semaine pour que la résistance française en Algérie cesse tous les combats et que de Gaulle puisse déclarer l'indépendance de l'Algérie.

Mais, si l'OAS Oran continue le combat en redoublant ses actions, c'est pour arracher au gouvernement français des accords qui assureront aux malheureux Oranais, une protection française facilitant leurs départs.

En effet, les Oranais savent qu'ils ne doivent pas faire confiance aux gardes rouges appelés la garde mobile qui fait équipe avec le FLN. Quant à la connivence du chef militaire de la région, le général Katz, avec le lieutenant ALN, Boumediene, elle a été prouvée par des écoutes du renseignement OAS. A Oran, depuis des mois, l'armée ne

représente plus qu'un danger supplémentaire de se retrouver entre les mains du FLN.

Dès lors que nous connaissons le souci primordial de la résistance oranaise d'assurer toutes les protections possibles à la population européenne qui n'a pas encore quitté la ville, comment peut-on imaginer qu'un de ces commandos aurait sonné l'hallali pour déclencher le génocide du 5 juillet ?

Il faut être de mauvaise foi. Ou vouloir disculper les Algériens jugés pour cette barbarie. Ou pire, encore. Effacer l'inaction volontaire de De Gaulle qui a exigé la consignation de l'Armée française dans ses casernes depuis plus d'un mois, livrant, ainsi, la population française à la vindicte des Algériens.

Je reconnais que la troisième hypothèse est la plus vraisemblable. Rejeter la faute sur les résistants de l'OAS, quoi de plus jouissif ?

Mais ce ne peut être le cas. Car les commandos OAS ont définitivement quitté la ville d'Oran, le 29 juin 1962.

Le 28 juin, après avoir obtenu du gouvernement que les bateaux et les avions étrangers soient autorisés à venir sur Oran pour embarquer les Européens le plus rapidement possible, l'OAS Oran obtient de Katz et Biget qu'ils ne tenteront rien contre les commandos et leurs chefs.

En retour, ils promettent de quitter Oran dès le lendemain. Ces deux interlocuteurs des premières négociations avec l'OAS Oran, s'engagent à ne rien tenter et ils s'y tiendront.

Le 29 juin 1962, tous les commandos OAS sont embarqués au port d'Oran. Tous. En partance pour l'Espagne, les uns s'en vont sur des chalutiers privés, les autres sur les bateaux des compagnies maritimes. Et l'embarquement et le départ se font très rapidement pour ne pas être pris dans un traquenard de la part de Katz et de Gaulle.

Je garde en mémoire mes adieux faits, le cœur serré, à des commandos Delta embarqués par leur chef dans l'après-midi du 29 juin. Je les ai embrassés. Je n'en ai revu qu'un seul, 30 ans plus tard. Les autres ont disparu à tout jamais mais leurs visages restent gravés dans ma mémoire. Ils resteront, à jamais, mes héros.

Le dernier acte de l'Algérie française vient de s'achever.

Non, monsieur, vous ne dites pas la vérité. Le 5 juillet à Oran n'était que la suite logique aux déclarations de Benbella. Il fallait par tous les moyens faire partir les Européens d'Algérie. Et, surtout, affirmer sa place de futur chef algérien dans leurs guerres intestines du pouvoir prochain.

Je remercie Cyrano de Riposte laïque pour la réponse qu'il vous a faite quand, dans votre second mail, vous nous accusez d'être des propagandistes, je vous cite :

«(...) il s'agit bien d'un droit de réponse à un article de Danièle Lopez dont un passage jette le discrédit sur l'armée Française (...) et donc au Général De Gaulle et le citant comme traître à l'armée relève de la diffamation et de l'insulte publique par voie de presse (...) c'est en tant qu'ancien appelé du contingent pour l'Algérie que j'utilise mon droit de réponse (...) en recherchant des informations sur Danièle Lopez et ses activités il est facile de comprendre que cette personne puisse avoir des relents de vindicte haineuse.»

Voici la réponse de Cyrano, à l'attention de nos lecteurs.

« Cher Monsieur,

D'abord permettez-moi de vous dire que votre façon de vouloir donner des leçons de journalisme, avec un ton arrogant, voire menaçant, est particulièrement désagréable.

Ensuite, puisque vous souhaitez aller sur ce terrain,

permettez-moi de vous apprendre qu'un droit de réponse concerne une personne directement mise en cause, ou à défaut détentrice d'un mandat officiel se faisant le porte-parole d'une structure.

A ma connaissance, Christian-Bernard Vidal n'est aucunement le porte-parole des familles des 20.000 appelés morts en Algérie, pour reprendre vos chiffres.

Par ailleurs, vous incarnez à merveille les dégâts des lois mémorielles. Au lieu de brandir des menaces à peine voilées et de vouloir faire de la version du FLN et des porteurs de valises l'histoire officielle qu'on n'a pas le droit de critiquer, laissez s'exprimer les historiens et ceux qui, comme Danièle Lopez et d'autres, ont un autre regard sur cette version.

Nous étions prêts, par amour du débat, à vous laisser la parole, mais votre ton nous a fait changer d'avis.

Bonne journée, Cyrano »

Voilà 55 ans que la version officielle de la France, par son mutisme et son refus d'ouvrir les archives nationales, laisse porte ouverte aux détracteurs des bienfaits de la France en Algérie et encourage les ignorants qui écoutent leurs discours.

Ainsi, est encore propagée cette version entièrement faussée de la guerre d'Algérie, tant dans les responsabilités qui incombaient à chaque décisionnaire – président ou chef de parti – que dans la souffrance de l'exode subie par le peuple né dans ce pays français depuis plus d'un siècle et considéré, à tort, comme un horrible colon tortionnaire.

Tellement faussée, cette version voulue par les « historiens de gauche » et les politiques de tous bords que, par crainte de révélations fracassantes qui leur ôteraient le prestige d'avoir été des « sauveurs » de musulmans, là-bas, ils ont

laissé dire à ce nouveau président récemment élu – bien trop jeune pour s'être penché sur le destin de son pays – que la France s'était rendue coupable de crime contre l'humanité.

Quel manque de respect pour nos ancêtres « les Gaulois » et la prestigieuse lignée de nos Rois de France. Quelle indignité, aussi, de la part d'un homme qui brigue la plus haute responsabilité de l'Etat français que d'insulter la mémoire des Rois et Chefs de France.

Comme la France est bien mal récompensée. Mérite-t-elle ces hommes politiques qui s'expriment, aujourd'hui, en son nom ?

Des hommes comme ce monsieur Vidal sont-ils dignes de se réclamer fils de France, eux qui la salissent plus que nous, Français d'Algérie, l'avons tant aimée.

Danièle Lopez